

Forum pour un Québec prospère

Pour des politiques publiques de réduction des inégalités pro-croissance

Québec, 3 juin 2014

COMPTE RENDU

La troisième édition du Forum pour un Québec prospère, organisée par l'Association des économistes québécois — section de la Capitale-Nationale, visait à approfondir la réflexion concernant les politiques publiques de réduction des inégalités au Québec en tant que levier pour la croissance économique.

Le forum a permis de faire les principaux constats suivants :

- L'inégalité de revenu est moins élevée au Québec que dans le reste du Canada.
- Au cours des 30 dernières années et malgré la croissance de l'emploi, les inégalités de revenus ont augmenté dans une majorité de pays de l'OCDE et le Québec n'y fait pas exception.
- Les inégalités de revenu affectent la croissance économique tandis que la redistribution des revenus par l'État ne semble pas nuire à la croissance économique.
- Dans certaines provinces, les inégalités de salaires ont diminué à cause des hausses récentes du salaire minimum et de l'exploitation des richesses naturelles.
- Toutefois, il serait plus efficace et durable d'opter pour l'accès à l'éducation, la fiscalité et les politiques d'emploi afin de réduire les inégalités de revenus sans nuire à la croissance économique.

Le présent compte rendu expose d'abord le point de vue des experts puis fait état des principaux commentaires résultant des présentations et des discussions.

Le point de vue des experts

Stephane Crespo (Institut de la statistique du Québec)



- L'inégalité est moins élevée au Québec que dans le reste du Canada, les effets redistributeurs des transferts et de l'impôt étant plus élevés au Québec.
- Entre 1976 et 1990, la diminution légère de l'inégalité du revenu au Québec et dans le reste du Canada s'explique par l'augmentation plus forte de l'effet re-distributeur de l'impôt comparativement à l'augmentation de l'effet des inégalités du revenu du marché.
- L'augmentation relativement importante de l'inégalité du revenu au Québec et dans le reste du Canada, dans les années 1990, est due à l'effet d'inégalité croissant du revenu de marché. L'effet re-distributeur croissant de l'impôt n'était pas suffisant pour contrecarrer cet effet.
- La stagnation des inégalités de revenus au Québec et dans le reste du Canada, à partir des années 2000, s'explique par la diminution des inégalités du revenu de marché et, dans la même mesure, par la régression de l'effet re-distributeur de l'impôt.
- L'inégalité totale est pratiquement ramenée à l'inégalité intra-groupe :
 - Se basant sur le genre du soutien principal de ménage, son âge, sa scolarité, ou le type de ménage, la contribution de l'inégalité intergroupe à l'inégalité totale est toujours relativement faible au Québec, tout comme dans le reste du Canada, si on la compare à la contribution de l'inégalité intragroupe.

- Toutefois, cette contribution de l'inégalité intergroupe est plus élevée dans le cas de la scolarité et du type de ménage que dans le cas du genre et de l'âge, et plus élevée encore quand ces quatre caractéristiques sont considérées simultanément plutôt que séparément.
- Par ailleurs, la différence entre le Québec et le reste du Canada dans l'inégalité totale demeure essentiellement redevable à l'inégalité intragroupe.

Stefano Scarpetta, OCDE



- En dépit de la croissance de l'emploi, les inégalités de revenu ont augmenté dans la majorité des pays de l'OCDE durant les deux ou trois dernières décennies pour atteindre un sommet historique en 2008.
- De même, ce sont les plus riches qui ont considérablement augmenté leur part de revenu. Ainsi, dans certains pays, le top 1 % des plus riches s'est accaparé plus de 20 % des bénéfices de la croissance économique.
- Or, la mobilité intergénérationnelle est moindre dans les pays où il y a une plus grande inégalité de revenu (effet Gatsby observé).
- Les causes principales de l'augmentation des inégalités sont les changements dans les conditions du travail (temps partiels, contrats atypiques, etc.), les écarts dans les heures travaillées qui ont diminué davantage chez les bas salariés et les changements technologiques qui ont bénéficié aux travailleurs plus spécialisés.
- Par contre, le niveau d'éducation est un facteur contribuant à réduire les inégalités de revenus.

- À ces principales causes s'ajoute le système d'imposition et d'indemnisation qui diminue les inégalités de revenus du marché. Néanmoins, le rôle joué par ce système a atteint un niveau très bas pour la moyenne des pays OCDE à la veille de la crise de 2008. Le Canada a suivi la même tendance.
- La crise de 2008 s'est donc, accompagnée d'une augmentation considérable des inégalités de revenus de marché dans la plupart des pays de l'OCDE.
- Dans certains pays, la tendance à la hausse des revenus des plus riches a connu une halte, mais celle-ci n'a été que temporaire.
- Une plus grande inégalité des revenus réduit la croissance économique selon les études récentes de l'OCDE qui examinent les inégalités de revenus dans 33 pays entre 1980 et 2000.
- Des résultats inédits sont mis de l'avant par l'étude établissant un lien entre les inégalités de revenus et les niveaux d'instruction des parents.
- Les inégalités baissent le nombre moyen d'années de scolarité des ménages à plus bas revenus. De plus, il apparaît que les inégalités de revenus nuisent au développement des compétences en numératie et en littératie chez les enfants ayant des parents à bas niveau d'instruction.
- En somme, l'OCDE recommande de réformer le système d'imposition et de transferts, de stimuler l'emploi et les perspectives de carrières, et d'investir dans le capital humain.

Thomas Lemieux (University of British Columbia)



- Depuis le milieu des années 1970, les inégalités des salaires réels ont augmenté au Canada.
- Depuis 1997, la tendance nationale au Canada indique que le 90^{ème} percentile a augmenté plus rapidement que le 10^{ème} et le 50^{ème} percentile qui sont restés relativement constants.
- Toutefois, en ce qui concerne les femmes, il y a eu une augmentation à la fois du 90^{ème} et du 50^{ème} percentile, conduisant ainsi à une expansion importante de l'écart 50-10 pour ce groupe de la population entre 1997 et le milieu des années 2000.
- En examinant les tendances provinciales depuis 2005, il y a eu une augmentation du salaire minimum dans toutes les provinces canadiennes sauf en Colombie-Britannique.
- Cette augmentation explique pourquoi les salaires tout en bas de l'échelle qui sont étroitement liés à l'évolution du salaire minimum, ont augmenté plus que les salaires dans le milieu de la distribution au cours des 10 dernières années. Ces effets sont suffisamment importants pour expliquer une partie de la polarisation des salaires au cours de cette période.
- Le boom des ressources naturelles (minières, pétrolières et d'extraction de gaz) en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve, a un impact important sur la croissance rapide des salaires dans ces provinces par rapport aux autres depuis la fin des années 1990. En prenant l'Ontario comme référence, les salaires moyens ont augmenté de 20 points de pourcentage de plus dans ces trois provinces.
- Ce boom des ressources a élevé les revenus de tous (« lifted all boats ») y inclus ceux des travailleurs moins instruits et les femmes. Ainsi, avec son impact significatif sur la partie inférieure de la distribution, il a contribué à une baisse de l'inégalité dans les provinces touchées.

Guy Lacroix, (Université Laval)



- Les changements dans la distribution des revenus au Canada se caractérisent essentiellement par deux phénomènes :
 - i. La croissance disproportionnée du revenu des individus situés au sommet de la distribution et, conséquemment, la hausse de la part du revenu total détenue par le quintile et le percentile supérieur.
 - ii. Surtout dans le Canada anglais, certaines sous-périodes sont caractérisées par une bipolarisation des salaires des hommes. Autrement dit, la croissance des salaires horaire et hebdomadaire s'est située aux extrémités de la distribution aux dépens du milieu.
- En ce qui concerne le cas spécifique du Québec, les inégalités de revenus après impôt ont peu augmenté depuis 1990. Ceci s'explique principalement par l'effet correctif de la fiscalité et des transferts gouvernementaux. Toutefois, les inégalités persistent au Québec. Ceci s'explique, entre autres, par la présence d'une proportion importante de ménages à faibles revenus qui, à son tour, s'explique par un taux de dépendance élevé aux aides financières de dernier recours.
- Alors que la croissance des salaires des déciles inférieurs permet de supposer l'effet bénéfique que peut jouer le salaire minimum dans l'atténuation des inégalités de revenus, l'efficacité d'une telle politique est difficile à mesurer. En effet, la capacité du salaire minimum à réduire les inégalités de revenus entre les ménages peut être remise en question lorsque nous savons que :
 - i. une grande proportion des travailleurs au salaire minimum ne réside pas dans un ménage à faible revenu ;
 - ii. une hausse du salaire minimum peut avoir un effet négatif sur l'emploi des individus les plus vulnérables ;

- iii. il est difficile de connaître le nombre d'heures travaillées par les salariés rémunérés au minimum légal.
- En raison de ses effets négatifs sur l'incitation au travail, la mise en place d'un Revenu Minimum Garanti (RMG) pourrait, pour sa part, s'avérer coûteuse et engendrer une hausse des inégalités des revenus en réduisant la participation au marché du travail des plus bas revenus, ce qui irait à l'encontre de la stratégie d'incitation au travail soutenue par le gouvernement depuis près de vingt ans.
- L'effet des politiques d'incitation (Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants, Prime au travail et Déductions pour travailleurs, etc.) a d'ailleurs eu un effet positif sur le marché du travail québécois.
- Enfin, il faut, avant tout, mieux comprendre le phénomène des inégalités de revenus. Comprendre commence par un accès aux données, une ressource de plus en plus rare...

Commentaires et discussion

Évolution des inégalités et les causes

- Au cours des 30 dernières années et malgré la croissance de l'emploi, les inégalités de revenus ont augmenté dans une majorité de pays de l'OCDE et le Québec n'y fait pas exception.
- Ce sont les plus riches qui ont considérablement augmenté leur part de revenu. Par ailleurs, ce gain varie d'un pays à l'autre.
- Plusieurs facteurs peuvent influencer l'évolution des inégalités. Parmi celles-ci, il faut considérer l'évolution des conditions du travail et des heures travaillées, les changements technologiques et le niveau d'instruction.

Les inégalités et la croissance économique

- Une plus grande inégalité des revenus réduit la croissance économique selon les études récentes de l'OCDE.
- Tandis que la redistribution des revenus par l'État ne semble pas nuire à la croissance économique.

Les politiques publiques de réduction des inégalités

- L'accès à l'éducation, notamment auprès des populations plus vulnérables, accroît la mobilité sociale.
- L'effet des politiques d'incitation a eu un effet positif sur le marché du travail québécois.

- Le boom des ressources naturelles avec son impact significatif sur la partie inférieure de la distribution a contribué à une baisse de l'inégalité dans les provinces touchées.
- Le salaire minimum n'est pas nécessairement la mesure la plus appropriée les hausses étant plus efficaces lorsque le point de départ est faible.
- La fiscalité et les transferts atténuent considérablement les disparités.

*Ce compte rendu a été réalisé dans le cadre du séminaire de doctorat du professeur Jean-Michel Cousineau «Inégalités économiques et institutions» par les étudiantes et étudiants : **Geneviève Cloutier, Sari Madi, Phillippe Scrimger, Jihène Sghaier et Sondes Turki.***